

CHSCT Ministériel du 20 avril :

Un déni de dialogue social sur fond de crise sanitaire ...

... De mal en pis !

La déclaration liminaire de l'**UNSa Justice** a posé très clairement les multiples attentes des Personnels de ce ministère : **importance des matériels de protection, précautions à prendre pour envisager une reprise progressive de l'activité, dépistage prioritaire pour l'ensemble des Agents du ministère, légitime reconnaissance attendue par les Personnels...**

Alors que l'**UNSa Justice** a rappelé que le port du masque était préconisé par le Conseil Scientifique, pour la garde des Sceaux, il s'agit seulement d'un complément de protection venant s'ajouter aux mesures barrières (*celles qui ne coûtent rien comme par hasard*) !... Ben voyons !...

Bottant en touche tant sur le **hold-up légalisé des RTT**, que sur les matériels de protection pour tenter de masquer l'impréparation et la pénurie, la ministre a salué le dévouement et le professionnalisme des Agents, tout en évitant soigneusement un quelconque engagement quant à la reconnaissance du travail accompli.

Amatrice d'autocongratulation, cette dernière a osé clamer fièrement, en réponse à notre déclaration liminaire, **"Nous avons réussi à contenir la catastrophe grâce aux dispositifs mis en place !"**.

Cette affirmation est déplacée et hors de propos dans le contexte actuel !... L'humilité et la prudence s'imposent d'autant que les défis qui restent à relever sont colossaux !

S'agissant des chiffres, ceux-ci sont les suivants :

		ASA		Symptomatiques non testés	Confirmés testés	Décédés
		Garde Enfants	Vulnérabilité, Transports			
AC	Agents	279	275	40 (-3*)	16	
DIRSG	Agents	48	33	3 (-4*)	1	
DAP	Agents	1574	1715	312 (-13*)	51 (-2*)	1
	Détenus	-	-	127 (+5*)	35	1
DSJ	Agents	3009	2474	240 (-22*)	101 (+3*)	
DPJJ	Agents	840	719	142	58	
	Mineurs	-	-	13	7	
TOTAL	Agents	5750 (6,8%)	5216 (6,1%)	737 (-28*) (0,9%)	227 (+1*) (0,3%)	1
	PPSMJ	-	-	140 (+5*)	42	1

Chiffres consolidés sur la base de 83 % des effectifs théoriques du ministère (73 065 Agents).

* variation mesurée dans les dernières 24H.

** Pourcentages calculés sur la base des effectifs théoriques du ministère.

Au-delà de la communication des chiffres, peu de sujets ont été abordés et encore moins de réponses nous ont été fournies.

S'agissant de la tenue des CHSCT-D dont nous avons rappelé le rôle essentiel face à l'incurie de certains présidents, la Secrétaire générale nous a indiqué qu'elle allait rappeler la note parue récemment. Nous lui avons répondu et démontré qu'elle n'était pas appliquée par de nombreux présidents de CHSCT-D refusant de convoquer ces instances, quand ils ne snobent pas les demandes qui leur sont formulées par les représentants des Personnels.

Concernant notre demande de tenue des commissions de réforme et des comités médicaux, sujet important pour celles et ceux qui arrivent en fin de droit, l'administration n'a pas été en capacité de nous répondre, renvoyant le sujet auprès de la

DGAFP qui aurait été saisie.

Nous avons également insisté sur les risques de burn-out lors de la reprise de l'activité en lien avec les limitations actuelles du télétravail.

Peu ouverte à un véritable dialogue, notre ministre de tutelle a éludé la question de la sortie de crise en opposant un refus clair à toute volonté d'anticipation/prévention.

N'en étant plus à un refus près, la garde des Sceaux a également esquivé le vote des avis qui sont à même d'être produits par cette instance !... C'est un déni de dialogue social... Inacceptable !

Pour l'UNSa Justice, il est hors de question de se contenter d'un dialogue social en trompe l'œil, où seul subsiste un droit d'expression limité (*techniquement, temporellement et sur le fond*) et où le droit fondamental de voter est BAFOUÉ !

L'UNSa Justice n'entend pas en rester là !... L'État d'urgence sur fond de crise sanitaire inédite, ne doit pas déboucher sur une quelconque forme de totalitarisme...

Paris, le 20 avril 2020

Pour les représentants UNSa Justice
Le Secrétaire général
Jean-François FORGET

**l'UNSa Justice soutient et accompagne
tous les agents engagés contre le COVID-19**